

**PERSONNE N'EST OBLIGÉ DE LIRE CE TRAVAIL DE SYNTHÈSE,
MAIS POUR CEUX QUI LE FERONT, CE SERA TOUT BÉNÉFICE.**

**Plus de dix huit mois d'analyses et de recherches ont été publiées
sur le blog « Le Myosotis de Septimanie »**

- Elles ont porté notamment sur le renversement anti initiatique des institutions de la GLNF intervenu en 1997. Il fut alors précisé, qu'à sa création, la GLNF, était une réunion de loges souveraines (Pour les juristes, cela s'appelle une fédération, mais peu importe le mot. Au demeurant, a-t-on jamais vu, ailleurs qu'au sein de la GLNF pervertie, une obédience, être autre chose qu'un regroupement de loges souveraines ?) Nous avons établi également qu'en confisquant aux loges, sans leur demander leur avis, leur « souveraineté principielle » les usurpateurs de 1997 ont remplacé l'association de loges souveraines qui constituait l'association obédientielle GLNF, par une seule et unique entité, appelée Grande loge, à laquelle ils ont rattaché directement, toujours sans prendre leur avis, tous les membres des loges souveraine disparues. A partir de là, les groupements locaux de membres de cette association unique, sont devenus, par l'effet de nouveaux statuts, de simples sous-groupes, appelé « loges », dirigés par délégation du GM, depuis le sommet jusqu'à la base. (GM, GMP, VM). Cette nouvelle forme d'organisation obédientielle (en fait on ne devrait plus parler ici d'obédience) est par essence, intrinsèquement, non initiatique puisque la loge n'y est plus qu'une section locale d'association. (La soi-disant séparation logique, des plans administratifs et maçonniques d'une obédience, n'est en réalité, qu'un bidonnage pseudo juridique mis en place en 1997 pour parvenir à la situation ubuesque que nous connaissons. Elle servit alors de prétexte pseudo gestionnaire pour convaincre les ignorants de la pertinence technique du bouleversement des statuts de 86)
 - Nous devons savoir que toute organisation qui adopte ou adoptera demain, une structure de type centralisé avec adhésion directe à l'obédience, sera également non initiatique, quelles que soient les qualités maçonniques du GM ou de l'oligarchie qui la dirigera.
- Nos analyses ont porté également sur les délires maçonniques auxquels une telle inversion ne pouvait que conduire.
 - Nous avons constaté que ces délires continueront sous d'autres formes encore, si les « fondateurs improvisés » des nouvelles obédiences que nous voyons apparaître chaque jour, persistent à vouloir créer une structure obédientielle centralisée dont chaque maçon serait adhérent direct.
 - Ainsi voit-on dans le projet actuel concocté par le rite français, se créer une association centralisée unique (comme à la GLNF actuelle), qui tolère toutefois la possibilité, pour les sections locales (loges) qui le voudront (sic), de se constituer en association de la loi de 1901. Admirons au passage, les incohérences auxquelles l'on aboutit, lorsqu'on se dépêche de créer, pour tenter de donner au plus vite une nouvelle assise GLUA aux juridictions de « Hauts grades », un projet d'« obédience » fourre-tout. Si l'on ajoute que dans le même temps, les intéressés qui adhéreront à un tel projet, devront déclarer qu'ils restent, malgré tout, membres de la GLNF, tout en ne reconnaissant, ni la légitimité de sa

gouvernance, ni celle de ses structures, l'on se dit, que nos concepteurs obédientiels sont de véritables petits génies du bricolage et des bouts de ficelles, mais que leurs créatures ne tiennent pas debout, aussi bien juridiquement, que maçonniquement (En fait les promoteurs de ces formules entretiennent sans plus y croire, l'espoir de partager un jour le patrimoine de la GLNF, et même celui de reprendre en main l'obédience, après que l'arrêt de la CA sera rendu, pour se consoler du fait que leur projet de création de nouvelle obédience est un aveu d'échec. Pourquoi a-t-il fallu attendre si longtemps pour parvenir à création de dissidence aussi peu prometteuse ?) ;

- Nos analyses ont porté également sur les évidences induites à partir des constatations effectuées ci-dessus :
 - Notamment il nous est apparu évident que le GM actuel n'est que le dernier avatar caricatural de la fausse maçonnerie issue de nos institutions centralisées, **et non pas la cause première des dérives de ces institutions**, comme hélas le proclame le manifeste UDLR, **qui prend un soin inouï**, (comme la proclamation FMR qui l'avait précédée) **à épargner les institutions de 1997**, en concentrant exclusivement la responsabilité des dérives de l'obédience, sur la personne de FS. La raison profonde de ce déni d'analyse est évidemment toujours la même. Il s'agit d'abord et avant tout de ménager tous les cadres et anciens dignitaires, transfuges de la gouvernance GLNF, passés à l'opposition, qui ne peuvent espérer récupérer leurs fonctions et leurs prééminences passées qu'en reconstituant l'obédience unifiée et hiérarchisée qui les a fait califes (C'est toujours la même vanité qui est à l'œuvre). Nos tacticiens appellent cette compromission, une ouverture pragmatique et nécessaire, alors qu'il s'agit en fait d'une conciliation impossible puisque, comme nous ne cessons de le répéter, sans souveraineté des loges, il ne saurait y avoir de retour possible à une maçonnerie initiatique. (Ils ajoutent même - ô les sublimes tacticiens - qu'il est bon pour l'instant d'unir nos forces en faisant un bout de chemin avec les transfuges, sachant qu'ensuite, une fois FS éliminé, l'on mettra bon ordre aux compromissions. Mais qui fera cela ? Ils raisonnent comme si, les transfuges étaient incapables à partir des mêmes principes, de rafler la mise à leurs alliés d'un temps. (Le bon sens porte même à croire que les transfuges, parce qu'ils sont essentiellement opportunistes, sont en cette matière plutôt mieux aguerris) ;
 - Il est apparu également évident, que les obédiences créées sous forme d'association unique centralisée, débouchent nécessairement sur une maçonnerie étrange, que nous appelons obédientielle, en vertu de laquelle le VM procède à un simulacre d'initiation conformément aux pouvoirs que lui délègue depuis le haut de la pyramide hiérarchisée, le GM, alors que seule une Loge en capacité initiatique, et régulièrement constituée, en lien rituel avec l'Ordre maçonnique universel, peut réellement initier (Et oui, la maçonnerie est ainsi ! Règle en douze points n° 2, 3, 8) ;
- Nos analyses ont également mis l'accent sur la nature contractuelle des structures associatives en général et de la GLNF en particulier (Cela signifie que tout membre doit accepter d'appliquer la totalité des termes du pacte associatif ou refuser d'adhérer au contrat), en précisant que cette nature contractuelle interdit radicalement aux institutions judiciaires, y compris à l'administratrice judiciaire, d'intervenir dans le fonctionnement interne d'une association.

- Cette constatation juridique indiscutable rend illusoire, par principe, toute espérance de voir modifier les règles de gouvernance de la GLNF, aussi longtemps que les dirigeants en place n'en prendront pas l'initiative ;
- Nos analyses ont porté également sur l'absolutisme, de la fonction actuelle de GM organisée par les institutions de 2009, ainsi que sur la constatation (ahurissante sur le plan du juridisme maçonnique traditionnel), que notre « obédience » est statutairement dédoublée sous la forme d'une organisation dite « constitutionnelle », distincte d'une structure de gestion « administrative » sécularisée, dite « statutaire », la première étant reliée à son doublon administratif (ceci est capital) par le truchement de la personne du GM (Il va de soi que sur le plan de l'analyse juridique, les deux structures constituent ensemble, les statuts de l'association de la loi 1901, dite GLNF, même si seulement la partie dite « statutaire » de la GLNF, pouvait être confiée à une administratrice judiciaire avec une mission stricte de pure gestion conforme aux dits statuts. On n'imagine pas en effet, la justice, désignant un GM provisoire) ;
- Nos analyses ont porté également, sur la contradiction qui consiste, pour l'opposition, à rester dupe du conditionnement mental créé par les structures actuelles de la GLNF qui placent les « Grands officiers » et autres hiérarques de la GLNF, sur une sorte de piédestal de compétence. Il devrait au contraire être bien évident, qu'ayant acquis « leur compétence » au sein de l'institution dévoyée de 1997, ces officiers pétris de valeurs contre initiatiques, sont très précisément porteurs de « visions » qui sont à l'opposé de celles qu'il convient de restaurer.
 - Cette considération n'intervient pas en termes de rejet moral ou de problématique de pardon, mais selon une exigence de cohérence dans la démarche réformatrice. En effet, à titre individuel et en tant que maçons, comme tout un chacun, les transfuges peuvent argumenter le débat, y compris en faisant valoir leur expérience. Mais, comme transfuges, ils n'apportent avec eux aucune autorité particulière tirée des fonctions qui étaient jusqu'à présent les leurs, n'étant eux-mêmes en tant qu'officiers, qu'une sorte de trophée, enlevé à l'adversaire. Ils n'ont en tous cas, ni l'autorité, ni la compétence pour nous dire comment constituer une structure maçonnique conforme à des traditions qu'ils ont systématiquement ignorées dans l'exercice de leurs fonctions.
 - Compromettre avec eux, n'est donc pas possible, car leur parole ne redeviendra recevable que s'ils acceptent préalablement à toute discussion, de reconnaître et de respecter les valeurs fondamentales de la maçonnerie traditionnelle, dont le Landmark de l'autonomie des loges, avec, (car les déclarations verbales ne suffisent pas), toutes les conséquences que ce Landmark implique, en commençant par la perte de l'autorité hiérarchique sur les loges que leur donnait jusqu'à présent, leur qualité d'officier.
 - Dès lors, pourquoi croyez-vous, qu'il est si difficile de réunir les oppositions dans un projet commun et notamment dans le projet GLNF86 qui est pourtant le plus évident, le plus simple et le plus rapide à mettre en œuvre (dans les deux mois qui viennent, les loges autonomes de 86 pourraient parfaitement se réunir en assemblée générale extraordinaire et se doter d'institutions nationales conformes aux statuts de la GLNF, version 86) Cela tient au fait que les meneurs de l'opposition veulent pouvoir conserver dans les nouvelles structures, leurs anciennes prééminences hiérarchiques, puisque ce sont elles seules qui leur permettront de continuer à se proclamer rassembleur des loges restées

momentanément et par inertie, sous leur autorité. S'ils acceptaient de reconnaître la souveraineté des loges, il leur faudrait renoncer à ce pouvoir. Ce qui leur est impossible !

Ainsi comme vous le voyez, nos analyses sont à la fois, nuancées et précises. Elles rétablissent une cohérence, en l'état d'une situation particulièrement complexe. Elles ont été abondamment commentées, souvent critiquées (du moins au début), mais jamais prises en défaut. Le plus souvent elles ont été snobées par quelques meneurs importants de l'opposition qui faute de pouvoir intelligemment les critiquer, ont préféré le boycott et le silence, plutôt que la lucidité du dialogue.

Il est vrai que nos analyses sont gênantes pour les intéressés puisqu'elles divulguent les dessins hégémoniques et la nostalgie de maçonnerie de parade, qui se cachent toujours, derrière la volonté qu'ils expriment directement ou indirectement, de maintenir à tout prix, une structure obédientielle centralisée.

Toutes nos analyses, ont en commun un même objectif, celui de rappeler que la maçonnerie (la vraie) est prioritairement une affaire de spiritualité et non pas d'habileté gestionnaire et de puissance obédientielle, sachant que l'accès à la spiritualité ne se vend pas, mais s'offre uniquement dans les conditions précises que fixent les Landmarks. D'où l'impérieux devoir, pour une obéissance, de n'établir que des règles de fonctionnement non intrusives, soucieuses uniquement d'une bonne mise en œuvre desdits Landmarks.

D'où le rappel salutaire de la règle qui veut que la véritable habileté gestionnaire en maçonnerie, consiste à fuir toute forme d'habileté, pour demeurer dans la simplicité, la proximité et la transparence solidaire, que seule la petite structure autonome, de la loge souveraine, peut offrir. (On mesure ici combien nos techniciens lourdauds et autres gestionnaires administratifs, sont en réalité les moins adaptés lorsqu'ils abordent selon les techniques modernes de gestion, les questions capitales de l'intendance des loges)

En réalité, pour les raisons ci-dessus, et aussi parce que nous ne défendons aucun clan, aucune chapelle, aucun « expert super compétent » en matière de redressement d'entreprise, nos analyses ont reçu un accueil chaleureux auprès d'une très grande majorité de maçons. Elles ont aussi reçu une reconnaissance d'évidence chez les initiés véritables qui, honnêtement et en toute simplicité, tentent de tracer un chemin difficile à travers le foisonnement des propositions réformatrices ambiantes.

Tant sous leur aspect maçonnique que juridique, (les deux, sont pour nous indissociables et nous considérons que la perversion majeure de 1997 résulte de cette dissociation) **ces analyses sont aujourd'hui communément admises et même en passe d'être récupérées par nos détracteurs d'hier.**

Nous ne pouvons que nous en réjouir, à la condition cependant qu'elles ne soient pas ramenées à l'état de proclamations superficielles, de slogans derrière lesquels, sous des airs d'ouverture, les mêmes persistent à ne tirer aucune conséquence pratiques des principes ainsi proclamés.

Notre F.:A. J., homme de toutes les synthèses, fait état dans sa dernière lettre, des « *myosotis qui, au - delà de certaines outrances, ont fait découvrir utilement aux Frères une partie de la face noire de la GLNF et remonter des idées nouvelles* » On lit également sous la plume de Tamino, dans le LML, dans un texte appelé « *La rentrée* » et un paragraphe intitulé « *Les temps, en effet, ont changé* », cette phrase qui ne peut que nous surprendre favorablement : « *s'appuyer*

sur un système qui a provoqué la faillite de notre maçonnerie en la dévoyant est impensable : il faut repartir des Loges souveraines, reconstruire pas à pas ».

Est-ce à dire qu'il renonce au fameux livre blanc et à toutes les discussions préalables concernant la structure fédéraliste ou centralisée de l'obédience à construire, pour adopter en préalable la souveraineté des loges ? Si tel est le cas, alors il est le bienvenu au club des loges souveraines !

FS lui-même, dénonce dans une de ses « Brèves » les analyses ci-dessus, comme constituant l'attaque la plus sérieuse contre ses positions, puisque dans sa lettre de mise au point adressée à son pénultième prédécesseur de TRGM C.C., il écrit : *«Tu sembles ignorer que la majorité des intervenants qui postent des commentaires sur ce blog critiquent "les réformes statutaires" que tu as mises en place en 1997 et les considèrent comme étant à l'origine de ce que le journaliste qui t'interviewait nomme : "des dérives". ».*

Comme vous le voyez nos analyses font florès. Est-ce à dire que nous touchons au but ? Apparemment pas, puisque le même Tamino, ou le même A. J., ou les GMP dissidents, soutiennent l'UDLR qui, dans sa proposition de déclaration d'indépendance, **persiste à ne se référer qu'aux détracteurs des seuls excès de FS, sans remettre en cause les institutions centralisées de la GLNF.**

En fait, l'UDLR qui est la dernière tentative unificatrice de FMR, n'est en réalité que le « **fourre tout** » de tous les malentendus. Il rassemble des GMP dissidents, des FMR, des partisans de J.M., des juridictions avec leur projet dit « de district de rite », des experts en redressement d'institutions en tous genres, et de tous les groupes d'opposition venus par curiosité ou par suivisme s'agglomérer à cet ensemble hétéroclite.

Proclamer une union dans de telles conditions, c'est véritablement se payer d'illusions, car il est bien évident que rien de concret, rien de positif, et surtout rien de respectueux des fondamentaux et des rites de la maçonnerie de tradition, ne sortira jamais d'un tel rassemblement. Ne serait-ce que, parce très peu, dans ce rassemblement, sont disposés à accepter, ne serait-ce que de revenir au Landmark fondamental de la souveraineté des loges, dont on a vu, qu'il était pourtant la clé de voûte de tous les retours aux fondamentaux.

Et puis surtout, parmi tous ces réformateurs, dont certains sont, nous n'en doutons pas très sincères et de bonne volonté, **qui peut prétendre posséder la légitimité incontestable et nécessaire pour fonder une nouvelle obédience ?** Aucun ne le peut ! Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils s'efforcent de se regrouper à n'importe quel prix, à partir de n'importe quel malentendu, le but étant d'apporter, par le nombre des suiveurs, le semblant de légitimité dont la créature obédientielle a besoin pour rassurer ses membres.

Or, tout maçon initié le sait, le nombre n'a aucune vertu lorsqu'il s'agit de rattacher une création d'obédience à une tradition établie.

De plus, pourquoi croyez-vous, que l'on nous submerge ici ou là de chuchotements, laissant entendre que l'obtention de la reconnaissance prochaine de la nouvelle obédience par la GLUA n'est qu'une simple formalité ? (Les fondateurs d'obédience auraient, dit-on, le soutien de quelques intermédiaires « au bras long » ?) C'est précisément parce que l'on compte sur cette reconnaissance que la GLUA pourrait accorder, pour légitimer la nouvelle obédience. Ce qui signifie à contrario, que l'on se contentera de cette reconnaissance, et que faute de l'adoubement de la GLUA, la nouvelle obédience pourrait fort bien ne ressembler à rien...

En fait, le seul, l'unique moyen de donner de la cohérence aux principes indiscutables que nous avons rappelés ci-dessus, consiste à revenir à la maçonnerie initiatique de tradition, telle qu'elle existe au sein même de la GLNF, dans la continuité des principes posés par ses fondateurs. Nous avons vu que ces principes demeurent inscrits dans les statuts de 1986, et qu'ils ont été ignominieusement et illégitimement écartés en 1997, pour aboutir aux déviances contre initiatiques actuelles.

Dès lors, point n'est besoin d'inventer une nouvelle obédience (et de trouver un inventeur charismatique qui soit à la hauteur de cette tâche), ni de sortir les loges de la GLNF (tout en faisant proclamer une indépendance incompatible avec les statuts actuels de la GLNF dont on souhaite, en même temps conserver, la dimension centralisée). Point n'est besoin non plus de chercher à savoir comment faire, pour écarter FS de la gouvernance actuelle.

Il suffit simplement que chaque loge, dans un élan de régénération interne, se réapproprie une indépendance, que personne n'a jamais pu lui retirer.

Par ce simple geste, elle rétablit de plein droit, la continuité de la maçonnerie initiatique de la GLNF.

Si ensuite, la loge ainsi rétablie souhaite organiser, avec les autres loges souveraines, une assemblée générale extraordinaire dans les formes prévues par les statuts de 1986, il ne tient qu'à elle de le faire dans les plus brefs délais, sans avoir à se ranger derrière les coterie diversées et variées qui sollicitent l'honneur de les conduire.

A partir de là, qui pourra interdire à cette GLNF ainsi rétablie sur ses bases traditionnelles, de revendiquer, aussi bien la reconnaissance de la GLUA (pour ceux qui la trouvent indispensable), que la restitution du patrimoine confisqué par les usurpateurs de 1997 (pour ceux qui ne peuvent tirer un trait sur le trésor si convoité) ?

Comme vous le voyez ! Il existe une possibilité prochaine d'en finir avec le marasme actuel. Seuls, les chefs des clans d'opposition, arc boutés sur leurs arrières pensées et leurs intérêts catégoriels, la refusent. Certes les évidences se déchantent de plus en plus mais les manœuvres de diversion s'opposent encore à la marche en avant libératrice.

Aux empêcheurs de libérer en rond, nous disons que concéder de bonnes analyses, comme cela, du bout des lèvres, dans une approbation qui se veut conciliatrice, mais aussi, quelque peu condescendante, ne suffit pas.

Nos analyses ne sont pas faites pour décorer les blogs, et elles ne sont rien par elles-mêmes, sans la mise en-œuvre des potentialités dont elles sont porteuses.

Leurs vérités doivent en effet être transcrites pas à pas, au quotidien avec doigté et science juridique, dans la cohérence des actions concrètes qu'elles stimulent. Sinon, elles deviennent de simples slogans, des fausses évidences, dont les malins se revêtent comme on le ferait, d'une parure de vertu.

RAMINAGROBIS